

Bosnie: au secours, l'Europe!

PAR WOLFGANG PETRITSCH ♦ ancien haut-représentant en Bosnie-Herzégovine (1999-2002), actuellement ambassadeur de l'Autriche auprès de l'OCDE (Paris) et **CHRISTOPHE SOLIOZ** ♦ secrétaire général du Center for European Integration Strategies (CEIS), à Genève.

Le 26 janvier, les dirigeants des trois principaux partis de Bosnie-Herzégovine ont conclu un accord de principe esquissant notamment une nouvelle organisation territoriale du pays. La mise en œuvre de cet accord est cependant loin d'être garantie. Alors que Miroslav Lajcak –haut-représentant et représentant spécial de l'Union européenne depuis juillet 2007– a quitté la Bosnie-Herzégovine pour devenir le nouveau ministre des Affaires étrangères de la Slovaquie, le moment est venu d'établir enfin des relations plus équitables et surtout plus efficaces entre Sarajevo et Bruxelles. D'où notre proposition d'envisager –afin de dépasser les limites inhérentes à tout interventionnisme– une nouvelle politique axée sur les notions de partenariat et de responsabilité partagée. Il y a péril en la demeure, et pas seulement en Bosnie-Herzégovine.

En effet, la crise économique qui ébranle actuellement l'ordre international exige la définition de nouvelles priorités. Les changements décisifs survenus récemment à Washington indiquent cependant qu'une autre politique est concevable. Ceci doit aussi être possible en Bosnie-Herzégovine. Alors que les Etats-Unis envisagent de nommer un envoyé spécial pour les Balkans, l'UE doit s'engager plus ferme-

ment dans la région afin d'en garantir la stabilité.

La situation en Bosnie-Herzégovine demeure difficile et le restera sans doute dans un avenir proche. Hormis le Kosovo, il n'existe aucun autre pays dans la région dont l'existence dépende autant de la poursuite du processus d'intégration européenne. Mais ce processus n'est pas automatique; la Bosnie-Herzégovine doit manifester clairement sa volonté de faire partie de l'Union en adoptant une série de réformes. Las, le constat est navrant: les autorités locales ne parviennent toujours pas à se défaire de leurs positions extrémistes et irresponsables afin de s'engager plus avant sur la voie de l'intégration. L'Europe ne serait pas là aujourd'hui si elle n'avait pas bâti avec succès des ponts au-dessus de graves divisions historiques. La Bosnie-Herzégovine et surtout ses citoyens doivent savoir qu'une telle option est possible dans leur pays.

La façon dont la politique est encore menée dans ce pays est déplorable; ainsi, les clauses définies par l'Accord de stabilisation et d'association (ASA) –qui permettrait de fermer enfin le bureau du haut-représentant, mettant ainsi un terme à la dépendance et à la tutelle internationale– ne sont toujours pas respectées. Ceci est totalement inacceptable, même pour les

plus farouches défenseurs de la Bosnie-Herzégovine. Dans un tel contexte, l'urgence d'efforts renouvelés et conséquents pour parvenir rapidement à un agenda commun et inventer un nouveau partenariat entre l'Europe et la Bosnie est patente. D'où la présente proposition à l'UE et à la Bosnie de travailler de concert pour achever –avec enfin plus de succès– la construction de l'Etat bosnien.

Quels sont les éléments essentiels pouvant faire de ce pays un Etat viable dans une Europe élargie?

Il n'est que trop évident que les structures administratives actuelles sont intenables et que les différents niveaux de cette administration gaspillent les ressources disponibles –comment en serait-il autrement dans un pays comprenant quelque 160 ministres et dont pratiquement les deux tiers du budget sont alloués au fonctionnement d'une administration aussi pléthorique qu'inefficace. Alors que la création d'une entreprise nécessite neuf jours en Afghanistan, soixante jours sont nécessaires en Bosnie! Pour donner une quelconque chance au progrès économique et social, il importe donc de changer la configuration constitutionnelle du pays et de redimensionner l'appareil d'Etat.

Une fois que les parties concernées auront convenu de la nécessité de ces change-

ments, des décisions portant sur un calendrier réaliste, un budget conjoint, des mécanismes de surveillance et des sanctions possibles pourront être prises dans le cadre d'un partenariat et d'une responsabilité partagée que nous appelons de nos vœux. Evidemment, une telle approche impose de choisir soigneusement la personnalité la plus appropriée pour mener à bien cette entreprise en tant que représentant spécial de l'Union européenne.

Nous sommes convaincus que –à condition d'être pris au sérieux tant à Bruxelles qu'à Sarajevo– ce nouveau partenariat entre toutes les parties impliquées pourrait enfin mettre la Bosnie-Herzégovine sur les rails de l'indépendance et de la pleine responsabilité politique. Cela clarifierait en retour la responsabilité de la communauté internationale –en particulier celle de l'UE– et obligerait ses instances à rendre des comptes.

Tout bien considéré, les circonstances actuelles semblent plutôt sombres. L'objectif de notre proposition de partenariat et de responsabilité conjointe entre l'UE (avec le soutien des Etats-Unis) et la Bosnie-Herzégovine est de donner un nouvel élan aux réformes qui tardent tant. Un vent nouveau souffle à Washington. Le changement est possible aussi en Bosnie-Herzégovine.